

REPORTERS SANS FRONTIERES

POUR LA LIBERTE DE L'INFORMATION

Critères pour l'établissement du classement mondial 2011-2012 de la liberté de la presse

**La période prise en compte s'étend du 1^{er} décembre 2010
au 30 novembre 2011**

Donnez autant d'exemples que possibles dans vos réponses. Les réponses doivent concerner uniquement des faits survenus dans la période mentionnée ci-dessus.

BILAN DES VIOLENCES ET EXACTIONS COMMISES A L'ENCONTRE DES JOURNALISTES

Nature des violences

*(Questions 1 à 6, répondre par **oui** ou par **non**)*

Entre le 1^{er} décembre 2010 et le 30 novembre 2011, est-ce que certains journalistes :

1. Ont été torturés ou victimes de mauvais traitements lors d'une détention ? (oui/non ?)
2. Ont été enlevés ou ont disparu ? (oui/non ?)
3. Ont fui le pays à cause de menaces ? (oui/non ?)
4. Des journalistes ou collaborateurs des médias, locaux ou étrangers résidant dans le pays, sont-ils contraints de prendre des mesures particulières pour assurer leur sécurité ? (garde du corps, gilet pare-balles, véhicule blindé, modification régulière des lieux de résidence et des horaires habituels, etc.) *Nous excluons de cette question les journalistes étrangers envoyés ponctuellement dans le pays.* (oui/non ?)

5. Des journalistes ont-ils cessé leur activité professionnelle à cause de pressions politiques suite à des menaces, ou ont-ils été licenciés de façon abusive ? (oui/non ?)
6. Des journalistes ont-ils été empêchés d'exercer leur métier notamment en raison de leur sexe, de leur origine, de leur orientation sexuelle ou de leur religion ? (oui/non ?)

(Questions 7 à 11, répondre par un chiffre)

Entre le 1^{er} décembre 2010 et le 30 novembre 2011, COMBIEN de journalistes, collaborateurs des médias ou défenseurs de la liberté d'expression :

7. Ont été tués dans l'exercice de leur fonction ?
8. Ont été interpellés ou placés en garde à vue ?
9. Ont été ou sont encore emprisonnés sans jugement ?
10. Ont été condamnés à une peine de prison pour un délit de presse et/ou en raison de leurs activités professionnelles ?
11. Ont été agressés ou blessés ?

Responsabilités de l'Etat dans les exactions commises à l'encontre de la presse

*(Questions 12 à 16, répondre par **oui** ou par **non**)*

12. Une surveillance de certains journalistes a-t-elle été mise en place par l'Etat (mises sur écoute, filatures, etc.) ? (oui/non ?)
13. A-t-on observé des difficultés majeures pour accéder à l'information publique ou officielle (refus des autorités, sélection des informations données selon la ligne éditoriale du média, imposition d'intermédiaires ou de demande de contrepartie financière pour une information, etc.) ? (oui/non ?)

14. A-t-on observé des restrictions d'accès ou de couverture d'une ou plusieurs régions du pays (interdiction administrative, contrôle strict des autorités, refus de visa, etc.) ? (oui/non ?)

15. Des journalistes étrangers ont-ils été expulsés ou empêchés d'entrer dans le pays ? (oui/non ?)

16. Les violences contre les professionnels de la presse sont-elles le fait de ?

- a. groupes étatiques ? oui/non
- b. groupes non-étatiques ? oui/non
(Rayer les mentions inutiles)

Précisez votre réponse en mettant une croix devant la/les mention(s) choisie(s) :

<i>Parmi les groupes étatiques, vous pouvez choisir entre :</i>		<i>Parmi les groupes non-étatiques, vous pouvez choisir entre :</i>	
- forces de police		- organisations clandestines	
- armée		- groupes séparatistes	
- groupes paramilitaires		- milices privées	
- service de sécurité du Président		- organisations mafieuses, cartels	
- autres (précisez)		- autres (précisez)	

17. Au vu des agressions et des violences subies par les journalistes du 1^{er} décembre 2010 au 30 novembre 2011, donnez une estimation de la responsabilité de l'Etat en mettant une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays :

Les représentants de l'Etat n'ont été les auteurs d'aucune violence/exaction	
Des représentants de l'Etat ont été les auteurs des violences dans 25 % des cas maximum	
Des représentants de l'Etat ont été les auteurs des violences dans 50 % des cas maximum	
Des représentants de l'Etat ont été les auteurs des violences dans 75 % des cas maximum	
Des représentants de l'Etat ont été les auteurs des violences dans 100 % des cas	

L'ETAT ET LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITE VIS-A-VIS DES AUTEURS DE VIOLENCES ET EXACTIONS

18. Concernant les meurtres de journalistes, les autorités ont-elles fait de leur mieux pour sanctionner les coupables ? Mettez une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays :

Les autorités ont entravé l'application de la justice (blocage dans l'enquête, report indéfini d'un procès, etc.)	
Les autorités n'ont rien fait ou ont apporté une réponse très insatisfaisante	
Les autorités ont cherché à faire avancer la justice dans une ou des affaires touchant des journalistes et/ou des médias	
Les autorités ont apporté un ensemble de réponses satisfaisantes pour mener les coupables devant la justice / ou elles n'ont pas eu à répondre à ces problèmes car il n'y a simplement pas eu d'exactions de ce genre	

19. Concernant les cas d'interpellations, d'emprisonnements et d'agressions contre des journalistes, les autorités ont-elles fait de leur mieux pour sanctionner les coupables ou améliorer l'encadrement légal et son application ? Mettez une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays :

Les autorités ont bloqué toute avancée	
Les autorités ont offert une réponse, mais qui reste globalement insatisfaisante	
Les autorités se sont emparées de la/des difficulté(s) touchant des journalistes	
Les autorités ont offert un ensemble de réponses satisfaisantes / ou elles n'ont pas eu à répondre à ces problèmes car il n'y a simplement pas eu d'exactions de ce genre	

CENSURE ET AUTOCENSURE

20. Est-ce que tous les médias sont soumis à une censure préalable et systématique avant publication ou édition ? Et si oui, de la part de quel organe ou à quel niveau de pouvoir, citez-le :
21. **Combien** de médias (répondre par un chiffre)
- ont vu au moins un de leurs numéros saisi ou confisqué ?
 - ont été suspendus (signal coupé, fermeture administrative, etc.) ?
 - ont vu leurs matériels ou leurs locaux saccagés ou vandalisés ?
22. A-t-on observé une autocensure généralisée des médias ? Mettez une croix dans l'assertion qui correspond à la situation de votre pays

Pas d'autocensure	
Un peu d'autocensure, sur des sujets hautement sensibles mais cela reste marginal	
Souvent, et bon nombre de journalistes ont intériorisé les sujets qui déplaisent aux autorités et qu'ils ne peuvent pas aborder	
La profession pratique dans l'ensemble l'autocensure par peur des représailles	

23. Les médias mènent-ils régulièrement des investigations sur des sujets sensibles (dégradations de l'environnement, violations des droits de l'homme, corruption, opposition politique, minorité locale, etc.) ? (oui/non ?)

PAYSAGE MEDIATIQUE

(Questions 24, 25, 26 et 28, répondre par **oui** ou par **non**)

24. L'Etat exerce-t-il un contrôle de la ligne éditoriale des médias publics ? (oui/non ?)
25. a. Existe-t-il des télévisions privées dans votre pays ? (oui/non ?)
- b. La ligne éditoriale de ces chaînes est-elle indépendante? (oui/non ?)

26. a. Existe-t-il des radios privées dans votre pays ? (oui/non ?)

b. La ligne éditoriale de ces radios est-elle indépendante ? (oui/non ?)

Donnez une estimation du nombre de :

27. Médias indépendants opérant dans le pays (sans tenir compte des médias basés à l'étranger)

a. 0

b. de 0 à 5

c. de 6 à 50

d. plus de 50

28. Existe-t-il des entreprises privées d'impression et de diffusion ? (oui/non ?)

CADRE LEGAL

*(Répondre aux questions suivantes par **oui** ou par **non**)*

29. Existe-il dans le pays une loi d'accès à l'information, et si oui, paraît-elle efficace et facilite-elle l'accès à l'information des journalistes ? (oui/non ?)

30. Des dispositions légales apportant une protection spécifique existent-elles et permettent-elles de protéger efficacement les journalistes et les médias contre les saisies, perquisitions, et interrogatoires ? (oui/non ?)

PRESSIONS ADMINISTRATIVES, JUDICIAIRES ET ECONOMIQUES

(Questions 32 à 36, et 38, répondre par **oui** ou par **non**)

Entre le 1^{er} décembre 2010 et le 30 novembre 2011, a-t-on pu observer :

31. Un accès de l'opposition politique aux médias publics ? Mettez une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays

Les partis d'opposition n'ont pas accès aux médias	
Les partis d'opposition subissent des entraves régulières dans leur accès aux médias	
Les partis d'opposition subissent des entraves ponctuelles dans leur accès aux médias	
Les partis d'opposition ont librement et pleinement accès aux médias	

32. Un usage répété ou injustifié d'amendes, d'assignations à comparaître ou d'actions légales engagées contre des journalistes ou des organes de presse ? (oui/non ?)

33. Des cas de violation du secret des sources (plainte, recherche de la source, enquête, etc.) ? (oui/non ?)

34. Une obligation d'obtenir du gouvernement une autorisation officielle avant de créer un journal ou un média en ligne ? (oui/non ?)

35. Un processus d'attribution des fréquences pour les médias audiovisuels transparent et équitable ? (oui/non ?)

36. Une utilisation du boycott publicitaire (l'Etat cesse d'acheter de l'espace publicitaire dans certains journaux ou fait pression sur des entreprises privées pour boycotter des médias) ? (oui/non ?)

37. Des menaces sérieuses sur le pluralisme de l'information, en raison notamment d'une concentration excessive des médias ? Mettez une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays :

Le pluralisme de la presse est préservé	
Le paysage médiatique présente un pluralisme dégradé	
Le pluralisme de la presse existe, mais demeure sérieusement menacé	
Le paysage médiatique est d'une concentration absolue. Il n'y a aucun pluralisme	

38. *Entre le 1^{er} décembre 2010 et le 30 novembre 2011*, l'Etat a-t-il pris le contrôle de médias privés, directement ou par l'intermédiaire de sociétés placées sous son autorité ? (oui/non ?)

INTERNET ET LES NOUVEAUX MEDIAS

39. Comment jugez-vous la volonté politique du gouvernement pour développer l'accès à Internet et sa qualité (infrastructure) ? Mettez une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays :

Cette volonté est inexistante	
Les autorités ne peuvent envisager une telle politique par manque évident de ressources économiques et techniques	
Une politique de développement du net globalement satisfaisante a vu le jour	
Les autorités mènent ou ont mené un programme soutenu d'amélioration du net	

Si votre réponse est positive, précisez la nature des mesures prises par les autorités pour améliorer le réseau Internet dans votre pays :

40. L'Etat a-t-il exercé un contrôle direct ou indirect sur les fournisseurs d'accès ou les opérateurs de téléphonie dans le but de couper le Net ou de ralentir la bande passante ? (oui/non ?)

Entre le 1^{er} décembre 2010 et le 30 novembre 2011, a-t-on pu observer (oui/non) :

41. Des sites rendus inaccessibles en raison de mesures de filtrage ou fermés par les autorités ? Évaluez l'intensité de la censure en mettant une croix devant l'assertion qui correspond le mieux à la situation de votre pays :

Aucune censure	
Une censure faible	
Une censure pesante et généralisée	
Une censure absolue	

42. Donnez le nombre de cyberdissidents/blogueurs/net-citoyens emprisonnés pendant une durée supérieure à une journée pour s'être exprimé librement en ligne ou avoir diffusé des informations ? (Répondre par un chiffre)
43. Les sites indépendants et/ou les réseaux sociaux sont-ils les cibles de cyber-attaques ou de campagnes de contre-information ? (oui/non ?)
44. Le gouvernement a-t-il mené des campagnes de surveillance en ligne, voire de récupération des données personnelles ? (oui/non ?)

Existe-t-il des points qui ne sont pas abordés dans ce questionnaire, mais qu'il serait pertinent de traiter étant donné la situation de la liberté de la presse dans votre pays? Si oui, veuillez les mentionner.

S'il y a des questions à propos desquelles vous avez un doute (la véracité de votre réponse ou le manque de pertinence de la question par rapport à la situation dans votre pays), veuillez le mentionner et expliquer les raisons de votre doute (manque de données, les questions sont ambiguës, la formulation de la question ne correspond pas à la situation dans votre pays, etc.)